Conseil communal de Prangins

Rapport de la commission chargée de l'étude du préavis 14/99 concernant une demande de crédit de Fr. 190'000.-- pour la reconstruction du passage supérieur CFF de Bénex - Dessus, réalisation d'un trottoir communal, selon convention y relative.

La commission composée de Mad. M. Baud et de Mrs. P. Baumgartner, J.C. Haissly, A. Pignet et F. Mühlethaler (rapporteur), s'est réunie à 5 reprises pour rendre ce rapport. Nous remercions ici Mme E. Kneuhbuler, Municipale, qui nous a assistés lors d'une séance. Nous remercions aussi le bureau d'ingénieur, concepteur du projet, qui a accepté de nous renseigner à titre privé, ainsi que les CFF qui ont bien voulu recevoir un membre de la commission afin de nous donner les détails nécessaires à l'élaboration de notre rapport.

Préambule

La construction d'un nouveau PS, étudiée et planifiée par les CFF dès 1995, nous est imposée dans le cadre de rail 2000. Pour rappel, il y a trois ans, les autorités pranginoises avaient été contactées par les CFF avec trois variantes du PS dans le but de tenir compte des besoins de la commune (voir PV du 25 juin 1996). Le Conseil Communal s'était alors prononcé, avec un vote d'intention, en faveur de la solution présentée, soit 4m. de chaussée et 1,5m. de trottoir. La première estimation à la charge de la Commune pour cette variante avait été de Fr. 200'000.-- à 300'000.--.

La commission est unanime à relever que cette reconstruction nous permet d'éviter certains frais. D'abord, l'ancienneté de l'ouvrage nécessiterait de toutes façons des remises en état (barrières - pose de glissières de sécurité - reprise de la maçonnerie - etc.) et ceci aux frais de la commune. Par contre, la construction d'un nouveau pont nous permet de réaliser un trottoir et ceci à un coût parfaitement raisonnable.

L'élargissement du pont (au-delà des 4m. de chaussée) n'est pas souhaité pour le moment mais pourrait s'avérer nécessaire dans le futur en cas d'accroissement de la circulation.

La réalisation d'un trottoir peut être envisagée des 2 manières suivantes :

Réalisation commune	Réalisation séparée
Avec un chantier et des installations communes, un certain nombre de frais sont pris en charge (partiellement ou totalement) dans le cadre de l'ensemble des travaux commandés par les CFF.	La décision de faire les travaux pour le trottoir indépendamment des CFF, nécessiterait de porter intégralement les charges annexes.
L'économie réalisée est alors partagée, à raison de 50/50 entre la Commune et les CFF.	

Dans le cadre de notre mandat, la commission a demandé conseil à un bureau d'ingénieur de la place, qui conclut que dans l'ensemble, la réalisation de ce projet est favorable pour la commune.

Descriptif

La réalisation technique de cet ouvrage et sa conception nous paraissent s'adapter au mieux dans ce site et s'harmoniser avec le paysage.

Le trottoir sans liaison avec le tablier est judicieux si, à moyen ou à long terme nous devons élargir la surface roulante. Dans ce cas, le trottoir pourrait être remplacé par une passerelle pour piétons, réalisable côté Genève du nouveau pont, et ceci aux frais de la commune.

Convention

● La convention a retenu toute l'attention de la commission et plusieurs points en ont été modifiés, en accord avec la Municipalité et les CFF. Une convention amendée est annexée au présent rapport. Les articles suivants ont été modifiés :

Art. 2 lettre e - Art. 7 - Art. 9 - Art. 13.

Coût des travaux

Les Frs. 50'000.-- rétrocedés aux CFF correspondent non pas à des prestations particulières fournies par ces derniers mais à une somme forfaitaire qu'ils réclament à la commune pour lui permettre de réaliser le trottoir en profitant du chantier.

La commission déplore cette attitude des CFF mais estime que, les travaux ayant débuté, il serait trop onéreux de différer notre décision. L'intérêt bien compris de la commune consiste donc à accepter l'ensemble du préavis.

●

Conclusions

En conclusion, et au vu de ce qui précède, nous vous prions, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de prendre les décisions suivantes :

Le conseil communal de Prangins

vu Le préavis municipal No 14/99 relatif à une demande de crédit de Fr. 190'000.-- pour la construction du passage supérieur CFF de Bénex - Dessus, Réalisation d'un trottoir communal, selon convention y relative,

lu le rapport de la commission chargée d'étudier cet objet,

attendu que ce dernier a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

Décide

- 1/ D'adopter le préavis municipal No 14/99 relatif à une demande de crédit de Fr. 190'000.-- pour la reconstruction du passage supérieur CFF de Bénex - Dessus réalisation d'un trottoir communal, selon convention y relative,
- 2/ D'accorder un crédit de Fr. 190'000.-- permettant la réalisation des travaux relatifs au trottoir projeté,
- 3/ d'autoriser la Municipalité à emprunter la somme nécessaire aux conditions les plus favorables, de répartir l'amortissement du montant de Fr. 190'000.-- sur 10 ans en portant au budget de fonctionnement la somme de Fr. 19'000.-- par année, en l'imputant au service des Routes et des autoroutes.
- 4/

Prangins, le 25.09.99

Les membres de la commission :

Mad. M. Baud :

M. B. J.

Mrs. P. Baumgartner :

P. Baumgartner

J.C. Haissly :

J.C.

A. Piguet :

A. Piguet

F. Mühlethaler (rapporteur) :

F. Mühlethaler

CONVENTION

entre

les Chemins de fer fédéraux suisses (ci-après les CFF), par le Chef Management des installations, Filiale Ouest, case postale 345, 1001 Lausanne, d'une part,

et

la Commune de Prangins (ci-après la Commune), par son Conseil municipal, d'autre part,

concernant

la reconstruction du passage supérieur routier situé au km 36'295 de la ligne CFF Lausanne - Genève, appelé PS de Bénex - Dessus

Article 1

Intérêts en présence

Le profil d'espace libre du chemin de fer doit être adapté en prévision de l'introduction des voitures à 2 niveaux sur la ligne Lausanne - Genève. Le passage supérieur de Bénex doit être reconstruit. Ces travaux nécessitent une adaptation du profil en long de la route. La commune de Prangins saisit l'occasion pour élargir le pont afin d'y intégrer un trottoir.

Article 2

Description de l'ouvrage

Le tablier du pont est constitué de poutres et d'éléments préfabriqués précontraints.

Conformément au plan de situation no 01.178 -98 du et à la fiche technique no 01.178 -99 du annexés à la présente convention, dont ils font partie intégrante, les dimensions principales de l'ouvrage sont les suivantes :

- a) la longueur totale du passage supérieur est de 26 m;
- b) la portée du passage supérieur est de 25 m (portée sur CFF 25 m);
- c) la largeur hors tout du tablier est de 6.50 m (chaussée 4 m; trottoir 1.50 m; bordures 2x0.50m);
- d) la hauteur libre au-dessus du plan de roulement des rails est de 6.10 m;
- e) l'angle entre l'axe de la voie ferrée et celui de la route est de 90°.

Article 3

Maître de l'ouvrage

Les CFF sont le maître de l'ouvrage aussi bien pour les travaux routiers que pour l'ouvrage dénivelé.

Article 4

Etude et exécution du projet

L'étude et l'exécution du projet seront conformes aux dispositions légales, aux règlements, instructions et directives des CFF, ainsi qu'aux normes SIA en vigueur.

Article 5

Direction des travaux et exécution

Le projet de PS sera élaboré par le bureau d'ingénieurs SD Ingénierie SA à Lausanne, en collaboration avec la section Ouvrages d'art de la division des travaux du 1er arrondissement des CFF. La direction locale des travaux sera assurée par le bureau d'ingénieurs, la direction générale incombant aux CFF. D'entente avec la section précitée des CFF, le bureau d'ingénieurs contrôlera la conformité du projet aux normes de sécurité prévues dans les dispositions d'exécution de l'ordonnance sur les chemins de fer du 23.11.1983 (RS 742.141.1).

Les travaux seront mis en soumission et adjugés par les CFF.

Après l'achèvement des travaux, les CFF remettront à la Commune un dossier de l'ouvrage comportant notamment les calculs statiques de la structure porteuse, le plan de sécurité et d'utilisation ainsi qu'un jeu de contre-calques des plans de l'ouvrage mis à jour.

Article 6

Acquisition de terrains, emprises et abornement

Les limites du domaine réservé à l'exploitation du chemin de fer demeurent en principe inchangées; le cas échéant, un nouvel abornement sera établi aux frais des CFF.

Article 7

Coût des travaux et répartition des frais

Le coût total du passage supérieur, y compris les adaptations nécessaires de la route, est estimé à Fr.1'700'000.-, selon devis du 28.05.99. Le coût définitif des travaux sera intégralement pris en charge par les CFF.

La commune de Prangins participe financièrement aux travaux par le versement, à la fin des travaux, d'une contribution forfaitaire de Sfr 190'000.-, justifiée par l'avantage qu'elle retire du nouvel ouvrage, soit une surlargeur du pont de 1,50 m'.

Article 8

Propriété

Le nouveau passage supérieur comprenant la structure porteuse, le tablier, les appuis, les piles, les culées, les murs, ses équipements, ainsi que ses accès routiers seront propriété de la Commune.

Article 9

Entretien et renouvellement, partage des frais

La Commune est responsable de l'entretien et du remplacement de l'ouvrage, ainsi que de l'entretien et du renouvellement des accès routiers dont elle deviendra propriétaire. L'entretien et le renouvellement des accès routiers sont entièrement à la charge de la commune. En revanche, les frais d'entretien et de remplacement de l'ouvrage seront pris en charge par la commune à raison de 50% de tous les frais, y compris les prestations fournies par les CFF. Les autres 50% seront pris en charge par les CFF.

En vertu des articles 17, 19, 29 à 31 de la loi sur les chemins de fer de 1957, les CFF veillent à ce que la commune entretienne et remplace l'ouvrage dans la mesure où la sécurité du chemin de fer et du public en dépend; ils peuvent ordonner l'exécution des travaux d'entretien nécessaires.

Les frais d'entretien de la chaussée, des trottoirs et des bordures (le revêtement routier y compris les joints de chaussée et l'étanchéité du pont), des dispositifs d'évacuation des eaux, des peintures de protection, des garde-corps, des auvents, des glissières, de l'éclairage, ainsi que le nettoyage et le service hivernal incombent entièrement à la Commune.

Il sera néanmoins tenu compte lors du remplacement, des modifications éventuelles de la législation ainsi que des intérêts en présence, conformément à l'art 29 de la loi fédérale sur les chemins de fer du 20.12.57.

En aucun cas, l'eau, la neige et des débris ne seront déversés du pont sur le domaine des CFF.

Article 10

Responsabilité

Dès que la Commune devient propriétaire, elle est responsable envers les CFF de tous les dommages corporels, matériels ou économiques qui pourraient survenir lors des travaux de construction ou d'entretien qui lui incombent ainsi que par suite d'une défectuosité des parties de l'ouvrage dont elle est propriétaire.

Elle s'engage à adapter, à ses frais, aux progrès de la technique et à l'évolution du trafic routier les dispositifs et installations de sécurité dans la zone du passage supérieur.

Article 11

Restrictions de circulation

Dans l'hypothèse où la géométrie ou la construction de l'ouvrage dénivélé imposerait des restrictions de circulation (hauteur, largeur, poids des véhicules, interdiction générale de circuler), la Commune est tenue de mettre en place la signalisation adéquate et, le cas échéant, de prendre les mesures propres à prévenir tout incident.

Article 12

Autorisation pour les conduites industrielles

Avant la pose ou la modification, sur le domaine du chemin de fer (par ex. dans ou contre le tablier du pont), de conduites électriques de tiers servant à l'éclairage de la route, au chauffage éventuel de la chaussée, etc., les documents requis par l'Ordonnance sur la procédure d'approbation des projets d'installations à courant fort (RS 734.25) doivent être soumis aux CFF, pour approbation.

La traversée du domaine CFF par des conduites de toute nature dans ou contre l'ouvrage devra faire l'objet de conventions particulières avec les propriétaires concernés.

Article 13

Caténaire et mise à terre

Les CFF se réservent le droit de fixer gratuitement leur caténaire à l'ouvrage.

Tous les éléments métalliques de l'ouvrage, tels que glissières, garde-corps, auvents, conduites, doivent être mis à la terre du rail CFF par le service des lignes de contact des CFF, aux frais de la Commune

Les candélabres, situés à moins de 2 m des éléments métalliques, eux-mêmes mis à la terre du rail CFF, doivent également être mis à la terre du rail, mais le neutre du réseau 50 Hz ne doit pas être en contact métallique avec les armatures de ces candélabres.

Les frais de mise à terre d'éléments posés ultérieurement par la Commune seront pris en charge par cette dernière

Article 14

Contestations et for

Les contestations pouvant naître de la présente convention seront tranchées par le Tribunal fédéral comme instance unique, si le montant le permet. Dans les autres cas, la compétence des tribunaux ordinaires du canton de Vaud est réservée.

Les contestations concernant les frais et leur répartition ainsi que les indemnités seront soumises à l'Office fédéral des transports en première instance.

Article 15

Droit de timbre

Les obligations résultant d'un droit de timbre éventuel incombent à la Commune.

Ainsi fait en 2 exemplaires à
Lausanne et, le et le

Pour la Commune de Prangins

Pour les CFF

Le Chef du Management des installations
Filiale Ouest

Michel Baud

Annexes : -plan de situation no 01.178 - 98
-fiche technique no 01.178 - 99